

Avant-propos

Patricia Roux
Olivier Fillieule

Premier décembre 1955, Montgomery, Alabama. Une couturière afro-américaine assise aux premiers rangs d'un bus refuse de se lever pour céder sa place à un Blanc. Ce geste de refus, qui vaut à son auteure, Rosa Parks, d'être arrêtée et condamnée, déclenche un boycott de 381 jours des transports publics par la communauté noire de Montgomery et, de l'aveu même de Martin Luther King, marque « l'événement déclencheur » du mouvement des droits civiques ; mouvement qui débouchera en novembre 1956 sur l'arrêt *Browder v. Gayle* interdisant la ségrégation des races, puis sur le vote du *Civil Rights Act* (1964), lequel interdit la discrimination raciale dans les bâtiments et les écoles.

L'histoire de Rosa Parks telle qu'on la raconte est emblématique à plus d'un titre des questions dont nous entendons traiter dans ce livre. En effet, en même temps que Rosa Parks est aujourd'hui devenue une icône du mouvement des droits civiques, l'histoire officielle de son geste la cantonne dans le personnage de la petite employée de couleur, épuisée par une longue journée de travail, qui sans trop réfléchir à son geste refuse de se lever, donnant l'occasion à quelques avocats de la cause noire, dont Martin Luther King, de lancer un mouvement politique d'envergure qui mobilisera les médias nationaux et plus de 45 000 personnes à Montgomery pendant plus d'un an. La réalité fut pourtant tout autre.

Rosa Parks était sans doute fatiguée ce jour-là, mais son geste n'avait rien de spontané ni d'irréfléchi. Militante depuis 1943 à la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), elle avait participé quelques mois auparavant aux séminaires sur les droits attachés au travail et sur l'égalité raciale qu'avait montés Septima Clark à la Highlander Folk School de Monteagle, Tennessee [Robnett, 1997]. Par ailleurs, le choix de contester la ségrégation dans les bus par

le fruit d'une longue réflexion, menée par les femmes afro-américaines rassemblées au sein du Women Political Council, association fondée en 1946 et qui avait déjà depuis longtemps entamé un bras de fer avec les compagnies de bus pour obtenir un abaissement des tarifs et une amélioration du confort. C'est ce groupe de femmes, avec le soutien des réseaux communautaires organisés autour de la gestion du quotidien et tout particulièrement l'appui de deux clubs de femmes, le Club from Nowhere et le Friendly Club, qui se lance dans la distribution de milliers de tracts appelant au boycott, vingt-quatre heures après le geste de Rosa Parks. Ce n'est que dans un second temps et sans doute avec une certaine réticence que le NAACP reprend la lutte à son compte [Morris, 1984]. Le choix du mode d'action lui-même, enfin, tout comme son efficacité ultérieure, s'explique parce qu'il touche aux aspects les plus quotidiens de l'existence et permet de mobiliser, au travers de réseaux articulés par les activités domestiques, un grand nombre de femmes généralement employées chez les Blancs des quartiers sud, ce qui les oblige à de longs trajets en bus. Aussi bien, cette forme d'action se distingue nettement des modes d'intervention reposant sur la confrontation directe et l'usage de la violence auxquels le Black Panther Party aura recours dans la décade suivante, qualifiée si justement par Belinda Robnett de *masculine decade* [1996].

On l'aura compris, tout dans l'histoire du boycott de Montgomery illustre le poids des hiérarchies de genre dans le développement mais aussi dans l'analyse des mobilisations sociales et politiques. L'histoire de la petite travailleuse domestique révoltée colle parfaitement bien avec les stéréotypes associés aux femmes (irrationalité, incompétence politique...) et permet « tout naturellement » d'oublier le rôle des groupes féminins dans le lancement du mouvement des droits civiques, leur contribution essentielle au choix des stratégies d'action (le boycott et les conditions de vie au quotidien) et au maintien de la lutte par l'activation de réseaux communautaires. De même, l'effacement du rôle initiateur des groupes locaux de femmes au profit d'une organisation nationale tenue par des hommes, ici le NAACP, n'est pas un cas isolé – le lancement du fameux *sit-in* de Greensboro a connu le même destin – et s'apparente à une pratique systématique de confiscation des luttes, laquelle ne renvoie pas seulement à la prégnance d'une conception léniniste de l'action politique, en son temps dénoncée par Frances Piven et Richard Cloward [1977], mais aussi aux logiques patriarcales à l'œuvre dans les mouvements sociaux.

Ces logiques sont d'autant moins perçues (et critiquées) qu'elles produisent une triple invisibilisation des hiérarchies de genre et de leurs effets dans la sphère des activités militantes. Invisibilisation dans les luttes elles-mêmes, d'abord, où les femmes, pourtant présentes, sont reléguées dans les coulisses, et où les hommes prennent bien souvent le relais dès lors que les causes émergentes semblent devoir se développer ; invisibilisation ensuite par la manière dont se construisent les histoires officielles des mouvements ; invisibilisation enfin du fait que les sciences sociales sont restées longtemps androcentrées et manifestement incapables d'identifier et de reconnaître les mécanismes genrés de division et de hiérarchisation produits par et dans les collectifs militants.

Dans le champ des mobilisations, le concept de genre a été et est encore utilisé de manière plutôt lâche. D'une part, il est souvent pris comme simple synonyme de sexe, biologique et naturel qui plus est, et est alors utilisé comme variable descriptive – et non explicative – pour rendre compte des différences de sexe, généralement essentialisées. D'autre part, le concept de genre sert parfois seulement à révéler un *gender gap* dans la participation politique et la représentation des deux sexes au sein des mouvements sociaux et des formations partisans ou syndicales, en lien avec le développement des travaux sur la parité [Achin, 2005 ; Achin et Lévêque, 2006]. L'approche la plus répandue consiste alors à expliquer les inégalités de participation et de représentation par des facteurs externes aux organisations et mouvements politiques, notamment par « la » position des femmes sur le marché du travail et dans la sphère domestique. Cette approche présente plusieurs limites du point de vue du genre : elle néglige les facteurs internes qui expliquent aussi les inégalités de genre ; elle appréhende la position des femmes comme spécifique par rapport à celle des hommes, qui gardent ainsi le statut de référent général et dont la position est alors sous-analysée ; elle propose un état des situations vécues par les unes et les autres plutôt que de comprendre celles-ci comme des expériences toujours en mouvement, qui se font et se défont dans les « rites d'interaction » et « l'arrangement des sexes » [Goffman, (1977) 2002]. En même temps, et particulièrement depuis les années 1970, tout un courant de recherche s'est intéressé aux mouvements féministes et aux mouvements de femmes, soulignant à la fois leur apport à la lutte contre le patriarcat et les modalités spécifiques de leur militantisme (structures horizontales, absence de leaders, non-mixité...), par comparaison avec celles des mouvements sociaux sexués

Dans ce livre, nous voudrions explorer la manière dont les rapports sociaux de sexe¹ se déploient et éventuellement se reproduisent dans les activités militantes. Comprendre « les logiques patriarcales du militantisme² », c'est comprendre le genre à la fois comme un outil conceptuel propre à dévoiler certains mécanismes du pouvoir, comme un rapport social de domination qui détermine en partie les pratiques, les mobilisations et les projets politiques, et comme un processus par lequel les militant(e)s³ modèlent les formes et les enjeux de la lutte, mais aussi s'en accommodent. Il s'agit dès lors de mettre le militantisme à l'épreuve d'une perspective de genre, tout en mettant la construction du genre à l'épreuve du militantisme.

Avec cet objectif, nous aurions pu donner au livre le titre qu'avait le colloque dans la continuité duquel il s'inscrit : *Genre et Militantisme*⁴. Nous en avons pourtant choisi un autre, *Le Sexe du militantisme*. Celui-ci est plus précis : il n'appose pas simplement le genre à la sociologie des mobilisations pour l'y intégrer pleinement.

1. Certaines sociologues féministes francophones privilégient le concept de « rapports sociaux de sexe » (c'est le cas notamment de Danièle Kergoat et Anne-Marie Devreux), tandis que d'autres lui préfèrent le concept de « genre » (Christine Delphy et Nicole-Claude Mathieu, par exemple). Nous recourrons pour notre part indifféremment aux deux concepts, dans la mesure où nous leur attribuons une portée similaire : à savoir leur capacité à mettre en évidence les processus par lesquels l'humanité est divisée en deux groupes de sexe, groupes auxquels sont assignées des fonctions différentes et hiérarchisées. Dans cette perspective, les deux concepts permettent de comprendre comment l'hétérosexualité et la domination masculine sont instituées en normes dominantes et légitimes.

2. Titre de *Nouvelles Questions féministes*, 24 (3), 2005.

3. La féminisation des mots, peu usuelle en France, est un parti pris que nous avons adopté dans tout le livre, pour visibiliser les femmes et contrer la tendance à les faire disparaître derrière l'emploi du masculin généralisé. Cette pratique permet de souligner le marquage du sexe dans les questions de genre dont le livre traite. Ainsi, si le ou la lectrice ne doute pas que le mot « militantes » n'englobe que des femmes, elle et il saura ici qu'un responsable syndical est bien un homme. A la lecture des chapitres, on remarquera que le sexe des mots a des répercussions directes sur l'analyse.

4. Nous avons organisé ce colloque international en novembre 2004 à l'Université de Lausanne. Il s'agissait d'analyser sous l'angle du genre les structures et les pratiques militantes d'une multitude de mouvements protestataires, organisations politiques, partis et syndicats, avec comme objectif de faire se rencontrer les spécialistes de l'action collective et les spécialistes en « études genre ». Le colloque a d'ailleurs été le produit d'une collaboration entre le Crapul (Centre de recherches sur l'action politique de l'Université de Lausanne) et le Liege (Laboratoire interuniversitaire en études genre). Voir les sites internet : www.unil.ch/iepi et www.unil.ch/liege. Il a bénéficié de divers subsides, en particulier celui du Fonds national de la recherche scientifique suisse.

En effet, ce titre donne une visibilité immédiate au rôle fondamental que jouent, dans le militantisme comme dans la société, la division par sexes et la hiérarchie qui y est attachée. Il oblige à sortir d'une vision qui conçoit le sexe comme un donné biologique, un donné en outre déjà là, c'est-à-dire antécédent au genre, pour au contraire envisager « que le genre précède le sexe » et que, dès lors, le sexe est « un marqueur de la division sociale ; il sert à reconnaître et identifier les dominants des dominés, il est un signe » [Delphy, 2001, p. 251-252]. Comme d'autres catégories de la domination, telles que la classe et la race, le sexe est un critère de classement des individu(e)s à partir duquel elles et ils sont assigné(e)s à deux groupes, et seulement deux : les « femmes » et les « hommes ». Dès lors qu'il y a classement – ce qui par définition relève d'une décision politique – et assignation, ces deux groupes ne peuvent être considérés comme naturels [Guillaumin, 1992], ils sont socialement construits et hiérarchisés l'un par rapport à l'autre (la division ne peut être pensée sans la hiérarchie). La détermination du sexe définit donc, au même titre que d'autres critères de classement, les positions sociales des individu(e)s, leurs possibilités d'accès aux différents mondes de la vie privée et publique, et les modalités de leur inscription dans ces mondes comme de leurs trajectoires, y compris au sein du militantisme. Le titre donné à ce livre rend ainsi compte du processus par lequel la division et la hiérarchie des classes de sexe font système.

C'est donc bien par le prisme du genre et non par celui du sexe biologique que nous avons voulu analyser les mobilisations. Pour ce faire, nous avons exploré conjointement deux directions peu empruntées par la sociologie du militantisme.

La première consiste à analyser la manière dont le militantisme est structuré par les rapports sociaux de sexe. Nous l'avons dit, cette dimension est souvent ignorée ou occultée, sinon du seul point de vue de la parité. Généralement, les partis, les syndicats et les mouvements sont appréhendés comme s'ils étaient « neutres », c'est-à-dire indifférents aux rapports de pouvoir, qu'ils soient de genre, de classe, de race ou d'âge, alors même que ces rapports les structurent. Or, cette dimension constitue un aspect décisif des pratiques en leur sein, puisqu'elle affecte les insertions militantes et leurs modalités, les modèles de fonctionnement et d'organisation, ainsi que le contenu des programmes et des actions.

La seconde direction prise par le livre revient à analyser la contribution des pratiques militantes à la (re)production des rapports sociaux

de sexe. L'interrogation porte ici sur la façon dont la domination masculine manifeste, sous des formes plus ou moins contraignantes ou insidieuses selon les lieux, son caractère transversal dans le monde social. Principalement, il s'agit de saisir les logiques par lesquelles les hiérarchies et les inégalités produites par le système de genre imprègnent les organisations militantes. De voir comment celles-ci, en particulier lorsqu'elles sont de gauche ou à la marge des mouvements majoritaires, porteuses d'une critique sociale et de revendications égalitaires, intègrent (ou pas) la question du genre et les problématiques féministes, tant dans leurs pratiques que dans leurs discours, participant ainsi à redéfinir ou au contraire à stabiliser les rapports sociaux de sexe.

En d'autres termes, à travers les différents textes qu'il rassemble et les analyses que leurs auteur(e)s proposent, ce livre s'intéresse à la fois à la manière dont l'ordre social, en particulier patriarcal, mais également raciste, classiste et hétérosexiste, cadre les mobilisations, aussi marginales soient-elles, et aux dynamiques de l'action collective qui transforment cet ordre social (à l'interne – dans les mouvements, comme à l'externe – dans la société en général). Les recherches présentées privilégient donc une approche conjointe de l'action des rapports de domination organisés par les institutions – politiques et familiales notamment – et de l'action individuelle et collective des acteurs et actrices sociales (*agency*).

Le livre s'ouvre sur un texte introductif qui entend, à partir d'un parcours libre dans la littérature francophone et anglo-saxonne, avancer un certain nombre de propositions propres à convaincre de la fertilité d'une approche de genre dans la compréhension de l'action collective, aussi bien qu'à attirer l'attention des spécialistes en études de genre sur la fertilité des outils conceptuels de la sociologie des mouvements sociaux et du militantisme (chapitre 1). L'ouvrage est ensuite organisé en trois parties qui, sans être étanches les unes par rapport aux autres, permettent d'articuler différentes étapes nécessaires pour adopter une perspective de genre dans l'analyse des structures et des mécanismes du militantisme. Sans trop nous attarder sur les types de mouvements, d'organisations et de mobilisations spécifiques que chacun(e) des auteur(e)s investigate à travers une recherche de terrain⁵,

5. Cet ouvrage reprend sous une forme largement retravaillée quelques-unes des contributions originales au colloque Genre et militantisme. Le nombre considérable de travaux qui y ont été présentés ne permettait pas d'envisager la publication d'actes exhaustifs. Cependant, d'autres textes ont été publiés, d'une part, dans *Nouvelles Questions féministes*, « Les logiques patriarcales du militantisme », 24 (3), 2005, d'autre part, dans *Politix*, « Militantisme et hiérarchies de genre », 78, 2007.

nous privilégierons dans cette présentation des trois parties un éclairage sur les implications d'une approche de genre.

La première partie, intitulée « Des trajectoires militantes sexuées », montre qu'on peut très bien développer une perspective centrée sur la construction du genre ou du rapport social de sexe en analysant une seule des deux catégories de sexe, pour autant, comme l'a signalé depuis longtemps une des théoriciennes pionnières du féminisme radical en France, Nicole-Claude Mathieu, que les deux catégories « aient été auparavant pleinement conceptualisées comme éléments d'un même système structural » [(1971) 1991, p. 37].

C'est ce que font dans ce livre Geneviève Dermenjian et Dominique Loiseau quand elles analysent des itinéraires de femmes communistes (chapitre 3), ou Yannick Le Quentrec dans ses portraits de militants et d'hommes de militantes (chapitre 4). Dans la première contribution, les problèmes d'identité personnelle et d'identification au Parti communiste français vécus par les militantes ne peuvent être compris qu'en faisant une analyse du modèle militant viril qui caractérise le fonctionnement du parti. Dans la seconde, c'est en fonction du rapport des hommes à l'égalité des sexes que sont identifiées leurs dispositions individuelles et les caractéristiques sociales des contextes – organisationnels et familiaux – qui vont ou non les activer. Autrement dit, la construction du féminin et du masculin, aussi bien que celle des femmes et des hommes, sont appréhendées de manière dynamique et relationnelle. Chaque catégorie de sexe, même étudiée séparément, ne se définit que dans sa relation à l'autre, elles sont pensées en termes de rapport social plutôt que réifiées (un risque que prend trop souvent l'analyse différenciée selon les sexes). Autrement dit, l'approche de genre permet ici d'observer comment les femmes et les hommes « sont amenés à intégrer ces catégories et à s'y maintenir ou à s'y déplacer » [Daune-Richard et Devreux, 1992, p. 12], ce qui contribue à déconstruire l'évidence de l'ordre social des sexes et à dénaturaliser les différences de sexe, celles-ci étant analysées comme le produit du processus de catégorisation hiérarchique présent dans toutes les sphères de la vie sociale.

Cette œuvre de déconstruction est aussi opérée par le travail de Marie Buscatto (chapitre 2). Analysant l'activité syndicale au sein d'une grande entreprise publique française, l'auteure met au jour trois processus qui expliquent la marginalisation des femmes salariées dans les structures syndicales : la conception du « bon » syndicaliste, les réseaux sociaux masculins, et les modalités de cooptation des responsables. Ainsi, dans l'ensemble, cette partie met l'accent sur les bénéfices maté-

de la société et des organisations syndicales et politiques : promotion dans la hiérarchie de ces organisations et dans la hiérarchie professionnelle, pouvoir, sentiment d'utilité, décharge du travail domestique quotidien – généralement assumé par des femmes, etc. Mais elle montre également que la sexuaiton des trajectoires militantes n'est pas un processus linéaire, qu'elles sont faites de contradictions et de zones de tension, car le discours sur l'égalité des sexes est désormais très présent et pousse les militant(e)s à se positionner sur ce terrain. Si les hommes, dans l'ensemble, y voient moins leur intérêt que les femmes, il est intéressant de constater que pour eux également, le pouvoir masculin ne va plus de soi ou, à tout le moins, que le caractère masculiniste et hétéronormatif du militantisme prend de nouvelles formes qu'il convient d'étudier.

La deuxième partie du livre (« Les ambivalences du genre ») inclut un texte de Jean-Yves Le Talec qui examine cette question de l'hétéronormativité en articulant genre et sexualité dans son analyse du militantisme homosexuel (chapitre 8). Son travail s'inscrit dans le rapprochement salutaire qui s'observe aujourd'hui (quoique peu en France, en retard dans ces domaines) entre les études gays et lesbiennes et les études féministes. Ce rapprochement, on le doit surtout à des chercheuses comme Monique Wittig [(1980) 2001] et Gayle Rubin [(1984) 2001], qui ont distingué dans l'analyse l'oppression des sexualités minoritaires ou stigmatisées de celle des femmes (souvent pensées dans les recherches, y compris féministes, comme hétérosexuelles), pour montrer, au-delà de ce qu'elles ont en commun, leurs spécificités. Dans une perspective de genre, l'analyse du militantisme gagnerait à se montrer moins indifférente qu'elle ne l'est à la dimension de la sexualité⁶, car cela lui permettrait de sortir d'une vision binaire et stable des sexes qui l'empêche de penser la capacité des individu(e)s à agir sur leurs identités sexuées et à mettre ainsi en question la normativité du genre [Butler, 2005 (1990)]. Le Talec illustre bien ceci, lorsqu'il montre comment les « folles » (hommes efféminés, supposés

6. Comme le suggère Jeff Goodwin [1997, p. 53], « si l'époque moderne se caractérise par une "véritable explosion discursive" sur la sexualité, la théorie des mouvements sociaux reste profondément ancrée dans l'ancien régime. À voir les paradigmes théoriques dominants dans la recherche sur les mouvements sociaux, ni les relations sexuelles ni, plus généralement, les liens affectifs ne semblent avoir un impact sur les participant(e)s aux mouvements ; les index de plusieurs volumes récents sur l'action collective n'incluent pas une seule référence qui permettrait une discussion plus poussée sur l'émotion, le sentiment, le sexe, ou la sexualité » (notre traduction).

homosexuels) retournent le stigmate en jouant d'apparences et de performances qui leur servent d'outils de résistance à la stigmatisation et à l'hétéronormativité. Sans prétendre, bien entendu, que ces jeux s'inscrivent dans un régime de liberté, puisque sexualité et genre sont des effets des structures sociales existantes, l'on peut tout de même suggérer qu'ils créent « un espace de liberté [...] car par l'acte de représentation lui-même, l'individu s'approprie librement les signes qui jusque-là le définissaient passivement ou le discriminaient » [Éribon, 2004, p. 253]. Cependant, la recherche de Le Talec aboutit aussi à constater les limites du militantisme homosexuel quant à une transformation du genre : les groupes gays, lesbiens, *queer*, trans', se mobilisent surtout contre l'ordre des sexualités, et peu contre l'ordre du genre.

Ceci suggère que dans les mouvements, comme dans la littérature sociologique, la sexualité et le genre ne sont pas toujours pensés ensemble, alors même qu'ils sont étroitement imbriqués. Deux autres chapitres de cette deuxième partie montrent les implications de cette relation non pensée entre genre et hétéronormativité. Hélène Duriez et Francis Dupuis-Déri explorent tous deux la violence sexuelle que certains anarchistes peuvent déployer contre les femmes – des camarades ou des conjointes – (chapitres 6 et 7). Dans leurs principes, les militant(e)s libertaires s'opposent à toute forme de domination, y compris évidemment celle masculine. Et se donnent des moyens pour tenter de mettre ces principes en pratique (par exemple, tours de parole alternés, modes d'organisation non hiérarchiques, désuaiton de la division du travail). Pourtant, certains abandonnent leur attachement aux valeurs féministes, dès lors qu'ils sont sur le terrain de la séduction ou de la sexualité. Cette ambivalence ou contradiction s'explique en partie par la césure qu'ils établissent entre le privé (la sexualité) et le politique (le groupe libertaire, son fonctionnement, ses actions collectives). La séparation des sphères rend en effet invisible la transversalité du genre et la nature genrée du « contrat sexuel » [Pateman, 1988] qui lie les femmes aux hommes dans toutes les sociétés gouvernées par l'idéologie de la complémentarité des sexes.

L'ambivalence du genre dans les engagements militants se lit aussi dans le texte de Martina Avanza, lorsqu'elle nous fait découvrir que les militantes du parti italien la Ligue du Nord s'appuient sur leur identité de genre pour faire carrière dans le parti, un parti qui est pourtant particulièrement machiste et viril (chapitre 5). Jouant de leur statut de femmes, notamment en prenant en charge les activités et les débats connotés au féminin (famille, école), elles obtiennent une certaine légitimité politique, laquelle, toutefois, ne remet nullement en question les

normes conservatrices du parti – ni les leurs – sur la centralité de la fonction maternelle des femmes. Dans l'ensemble, cette partie du livre met donc en évidence que l'accomplissement du genre, comme sa transformation au sein du militantisme (de gauche et de droite), s'inscrit plus souvent dans le registre de l'ambivalence que dans des dispositions et des parcours linéaires conformes aux schémas idéologiques que les groupes et les militant(e)s défendent.

La troisième partie poursuit la discussion amorcée sur les liens entre hétéronormativité et genre avec un texte de Valérie Pouzol qui décrit la difficile intégration des identités lesbiennes dans les groupes de femmes pour la paix en Israël (chapitre 11). Mais cette partie s'intéresse également à d'autres systèmes de domination, ce dont rend compte son titre : « Sexe, race, classe : l'imbrication des rapports de domination ». Le genre désigne un rapport social articulé à d'autres rapports sociaux également porteurs de domination et d'oppression, que cette partie vise à travailler ensemble et dans les mêmes termes dynamiques et relationnels que les rapports sociaux de sexe. Ce faisant, il est permis de penser la pluralité des régimes de pouvoir et de réfléchir aux identités complexes des individu(e)s et des groupes autrement qu'en fonction de dichotomies unidimensionnelles, que celles-ci s'organisent autour des catégories de genre ou d'orientation sexuelle, de classe, de race, d'âge, de religion, etc. Une telle orientation introduit une véritable rupture avec la plupart des travaux occidentaux sur les mouvements sociaux⁷. En effet, « ni les théories du comportement collectif, qui s'en tiennent aux pré-déterminations de l'action, ni l'école de la mobilisation des ressources, trop marquée par la métaphore de la rationalité de l'acteur, n'ont réussi à mener à bien l'étude de l'activisme individuel et de ses évolutions dans le cours de l'action. De ce point de vue, l'acteur protestataire est singulièrement absent » [Fillieule et Péchu, 1993, p. 194-195]. Sur ce plan, et jusqu'à très récemment, les tentatives de reformulation théorique sont restées marquées par une épistémologie du sujet nourrie des théories du choix rationnel calqué sur le modèle de « l'homme blanc de classe moyenne intégré dans un système capitaliste occidental » [Marx Ferree, 1992]. Dès lors, la majorité des chercheur(e)s n'ont pas pu ou

7. Dans certains pays qui ont été confrontés au colonialisme et qui en gardent encore les traces, surtout dans le contexte actuel de la mondialisation néolibérale, la littérature sur la structuration des mouvements par l'« intersectionnalité » [Crenshaw, 2005] des rapports sociaux est beaucoup plus avancée. C'est le cas par exemple en Amérique latine et en Inde [Mohanty, 2003 ; Purkayastha et al., 2003 ; Subramaniam, 2004].

voulu tenir compte de l'irréductible hétérogénéité des groupes protestataires, laquelle atteste bien de ce que les mouvements de lutte sont traversés des mêmes principes de classement que les sociétés dont ils sont issus, quand bien même ils cherchent à les transformer. Une perspective de genre permet justement de partir de cette hétérogénéité en invitant à articuler les rapports de sexe aux autres rapports sociaux.

Certaines des recherches présentées dans cette dernière partie se centrent avant tout sur l'articulation du genre et de la classe sociale dans les mobilisations. C'est le cas des contributions d'Elsa Galerand et de Xavier Dunezat. Tous deux s'inscrivent dans une démarche similaire, qui tient compte du fait que les collectifs de lutte ne sont pas homogènes, que les rapports de classe sont sexués et que les rapports de sexe sont marqués par l'appartenance de classe⁸. Xavier Dunezat le fait en considérant que l'expérience du chômage vécue par les chômeurs et les chômeuses est différente (celui-ci peut être choisi, total ou nié) selon leur capital culturel et militant et en observant comment les rapports sociaux de sexe se reconfigurent à l'intérieur même des collectifs, à travers une division des tâches militantes (en particulier celles à connotation domestique) qui se diversifie elle aussi en fonction du type de chômage expérimenté (chapitre 10). L'étude d'Elsa Galerand, pour sa part, analyse l'articulation des revendications antipatriarcales (contre la violence faite aux femmes) et anticapitalistes (contre la pauvreté des femmes) que porte la Marche mondiale de femmes. Elle montre que ces revendications mettent de côté la base matérielle du genre, à savoir la division sexuelle du travail, et que leur articulation, difficile, opère ainsi une dématérialisation des rapports sociaux de sexe (chapitre 9).

Les deux textes de Stéphanie Guyon et de Sabine Masson examinent davantage les convergences et les antagonismes croisés entre le genre, la race et le rapport colonial. Que ce soit en Guyane pour la première, ou en Amérique latine et aux Caraïbes pour la seconde, leurs recherches mettent en avant les résistances du militantisme indigène à intégrer les questions de genre. Sabine Masson développe une analyse sociologique de l'imbrication des rapports sociaux qui rend visible l'hétérogénéité respective des mouvements de femmes et des mouvements

8. Les travaux des deux auteur(e)s approfondissent ainsi les analyses féministes marxistes de grèves mixtes ou de femmes que les sociologues du travail Margaret Maruani [1979] et Danièle Kergoat [1982] avaient produites dans les années 1980.

indigènes, mais aussi leurs alliances possibles. Ces alliances sont surtout le fait de femmes indigènes, qui, à travers leurs mobilisations, tentent d'articuler des revendications féministes avec des revendications antiracistes et anticoloniales (chapitre 13). L'étude de Stéphanie Guyon apporte un complément en montrant que ces alliances peuvent se construire au sein du couple, à travers la mixité conjugale, et servir alors de ressource militante pour les femmes. Celles-ci s'appuient en effet sur le capital culturel de leur conjoint – supérieur au leur – pour s'engager dans une activité politique (chapitre 12).

Cette dernière partie du livre, donnant à voir comment les femmes font face aux contradictions de genre, de race et de classe qui fondent leurs pratiques de transformation sociale et traversent les mouvements dans lesquels elles s'investissent, met ainsi en perspective les apports d'une approche qui place l'agencement des rapports de pouvoir et leur intersection au cœur de sa compréhension des mobilisations collectives. L'analyse des divisions de sexe dans le militantisme implique donc de prendre en compte d'autres divisions – qu'elles soient sociales, coloniales ou raciales – et de considérer qu'elles sont structurées par les rapports de genre.

Chapitre 1 / TRAVAIL MILITANT, ACTION COLLECTIVE ET RAPPORTS DE GENRE¹

Olivier Fillieule

« La division par sexes est une division fondamentale qui a grevé de son poids toutes les sociétés à un degré que nous ne soupçonnons pas. Notre sociologie, sur ce point, est très inférieure à ce qu'elle devrait être. On peut dire à nos étudiants, surtout à ceux et celles qui pourraient faire un jour des observations sur le terrain, que nous n'avons fait que la sociologie des hommes et non pas la sociologie des femmes, ou des deux sexes »

Mauss, 1931 [1969, p. 15], cité dans Guionnet et Neveu [2004, p. 9].

« Seule la magie, ou l'idéologie, éclairent le monde dans son entier, le rendent ordonné, lisible et transparent. La science soulève des questions là où les autres avaient des réponses, et la lumière vive qu'elle projette sur un petit aspect du monde plonge le reste dans l'obscurité. Ce paradoxe n'est pas du goût de tout le monde, mais c'est le prix à payer pour une connaissance qui ne soit pas une croyance »

[Delphy, 2001, p. 46].

Introduction

Les sciences sociales sont longtemps restées aveugles aux « différences » entre hommes et femmes et, *a fortiori*, à la dimension du genre. Le champ des recherches sur l'action collective et le militantisme n'y fait pas exception [West et Blumberg, 1990]. Peut-on avancer que les choses ont changé désormais ? Très clairement oui, si l'on considère que depuis quelques années les outils des études genre sont de plus en plus utilisés en sciences sociales [Kimmel, 2004 ; Guionnet et Neveu, 2004 ; Bereni *et al.*, 2008] et en sociologie des mouvements protestataires². Moins certainement si l'on mesure le chemin qui reste à

1. Ce chapitre doit beaucoup aux relectures et indications de Mounia Bemani-Chraïbi, Christine Delphy, Philippe Gottraux, Johanna Siméant, Isabelle Sommier, Bernard Voutat et surtout Patricia Roux qui, en cinq ans de complicité, aura été une guide précieuse dans la découverte des analyses du genre. Qu'ils et elles en soient ici très chaleureusement remercié(e)s.

2. Pour une revue des apports de la littérature dans le monde anglo-saxon, on consultera les deux numéros spéciaux de la revue *Gender and Society*,